



Fdgauche92320@gmail.com

Assemblée citoyenne du 03/06/2015

Syriza, la Grèce et nous : quel avenir pour l'Europe ?

Compte-rendu et suite

L'analyse de la conjoncture a été présentée par

Panos ANGELOPOULOS, du collectif Solidarité France - Grèce pour la santé,

et suivie d'un débat animé par Alain Fabart et Helmut Pitsch.

La signature du Programme d'ajustement économique pour la Grèce (Mémorandum I) en mai 2010 ouvre une période de mise sous tutelle du pays, l'imposition de politiques brutales d'austérité et le démantèlement des structures démocratiques. La période est marquée par une paupérisation accélérée de la population et un déni de démocratie manifeste et constant de la part de la Troïka (UE, FMI et BCE)¹, en contradiction avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne².

On peut subdiviser cette période en quatre moments répartis sur 5 ans:

- La politique du choc

Formation de la Troïka pour piloter l'application des mesures préconisées dans le Mémorandum I ; mise sous tutelle du gouvernement Papandréou, qui sera poussé à la démission suite à sa proposition de soumettre cette politique à référendum (fin 2011).

- La technocratisation

Gouvernement de coalition de Papademos (ex-gouverneur de la banque de Grèce ayant participé au trucage des comptes publics avec l'aide de Goldman Sachs au début du siècle): Pasok (socialiste) et Nouvelle démocratie (droite) s'allient avec l'extrême droite (Laos) ; destruction progressive du rôle des institutions ; première percée de la gauche (SYRIZA) aux élections législatives de mai-juin 2012, gagnées par Nouvelle démocratie.

- L'autoritarisme décomplexé

Gouvernement de grande coalition autour de Nouvelle démocratie, qui absorbe Laos et laisse le champ libre au parti néo-nazi Aube dorée. Application du 2^{ème} Mémorandum (14/03/12), plus impositif encore que le premier. Deuxième avancée de la gauche aux élections municipales et régionales de mai 2014.

- La berlusconisation

Emergence des mafieux (le grand capital nouveau) dans divers secteurs : football, boîtes de nuit, ports, chantiers navals... ; aggravation des conditions générales de la population ; blocage politique aux élections présidentielles (fin 2014) qui conduit aux législatives du 15 février 2015 et à la victoire de SYRIZA avec une majorité relative.

Durant toute la période, la résistance populaire a été forte et violemment réprimée, par les forces de sécurité et les nervis d'extrême droite protégés par les gouvernements successifs. La population a opéré un repli sur les quartiers, mis en place des structures de solidarité (et non de charité) diverses : dispensaires autogérés, soutien scolaire, soupe populaire...

La droite française comme le Parti socialiste français (Rebsamen, Moscovici et Hollande personnellement) se sont impliqués en faveur de la politique de la Troïka, contre le référendum de 2011 et contre l'alternative de gauche, et ont soutenu le Pasok et Nouvelle démocratie lors des campagnes électorales de 2012 et 2014.

La victoire de SYRIZA avec une forte minorité (37 %), dans un contexte européen défavorable, l'oblige à une coalition contre-nature mais indispensable avec le parti de droite nationaliste mais anti-austéritaire ANEL pour :

- Mettre en œuvre le programme de Thessalonique : Traitement de la crise humanitaire ; Relance de l'économie nationale ; Reconstruction citoyenne de l'Etat et des institutions ; Restauration du droit social ;
- Renégocier les crédits et la dette avec les créanciers.

Le cadre d'action est un bras de fer très dur de l'exécutif avec les « Institutions » : renommer ainsi la Troïka symbolise la nouvelle orientation politique. La tactique est démocratique (information et discussion à tous les niveaux), avec refus de rupture a priori, malgré le durcissement des positions des Institutions, dont l'objectif est de faire plier à tout prix la gauche grecque, pour effacer l'idée qu'une alternative au (néo- et ordo-) libéralisme est possible.

Le parlement grec assume son rôle et s'implique sur des chantiers clefs comme l'audit de la dette accumulée depuis 2010 au sein de la Commission pour la vérité sur la dette.

L'étranglement financier ralentit l'application du programme, les structures solidaires sont maintenues et encouragées, et sont aussi une base politique d'où sortent de nouveau cadres dont la gauche a besoin pour relever les défis du changement, sur le front politique, syndical (deux confédérations où la gauche est encore minoritaire) ou médiatique (un seul journal est favorable au gouvernement ; la radio-télévision, fermée sur ordre de la Troïka, est en remise en route).

La Grèce a donc besoin de solidarité internationale : au-delà des marches, manifestations et dons aux associations de solidarité, il est important de faire circuler l'information (les médias français ne sont pas tendres avec SYRIZA) et surtout établir des liens, participer, parrainer, jumeler à tous les niveaux possibles.

Quelques contacts et un appel sont donnés en pièce jointe.

Pour mémoire :

- 1) UE = Union européenne ; FMI = Fonds monétaire européen ; BCE = Banque centrale européenne
- 2) La Charte des droits fondamentaux reconnaît un ensemble de droits personnels, civils, politiques, économiques et sociaux aux citoyens de l'UE et les inscrit dans la législation de l'UE. Ses différents chapitres concernent : dignité, liberté, égalité, solidarité, citoyenneté et justice. Elle est téléchargeable en français :

http://europa.eu/legislation_summaries/justice_freedom_security/combating_discrimination/l33501_fr.htm

Prochaine assemblée citoyenne

Elle aura lieu en septembre autour des changements politiques en Espagne, deuxième pays d'Europe où une nouvelle dynamique politique émerge dans les sphères du pouvoir et remet en cause l'alternance entre la droite et la pseudo-gauche.